



LE DÉBAT PUBLIC SUR L'AGRICULTURE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 11 janvier 2021

Le premier débat public sur l'agriculture : une forte mobilisation malgré un contexte sanitaire inédit

Suite au débat public sur le plan stratégique national de la politique agricole commune, la CNDP publie le compte-rendu et le bilan qui en présentent le déroulement, les arguments des participants et leurs propositions. Le 7 avril au plus tard, le ministère en charge de l'Agriculture et de l'Alimentation devra présenter, dans un document public, les conclusions qu'il en tire quant aux principales modifications apportées et les mesures proposées pour y répondre.

Les enseignements de ce débat public sont à contre-courant de lieux communs qui voudraient que nos concitoyens ne s'intéressent pas à leurs agriculteurs ou s'en défient. Au contraire, ce débat public, qui a permis pour la première fois de faire débattre la société dans toute sa diversité, a témoigné d'un fort attachement de nos concitoyens à leurs agriculteurs, avec une volonté d'accélérer la transition écologique, de développer une agriculture de proximité et de pleinement garantir notre souveraineté alimentaire.

Une mobilisation hors du commun malgré un contexte sanitaire particulier

Alors que les débats publics sur les plans, souvent très techniques, mobilisent peu et dans un contexte sanitaire particulièrement difficile, le débat *ImPACtons!* démontre la forte aspiration de nos concitoyens à débattre de la place de l'agriculture et de l'alimentation dans notre société : plus de **1 870 000 personnes ont été touchées**, **12 660 contributions** ont été recueillies et **1083 propositions** ont été portées par le public qui s'est mobilisé. Il est important de noter que la commission ne comptabilise pas comme contributions, des « likes » ou des commentaires sur les réseaux sociaux.

Des résultats clairs entre divergences et convergences

Ce débat public a été l'expression d'un fort soutien de la société française à ses agriculteurs, loin des craintes « d'agri-bashing » ou des messages de défiance. Les participants au débat ont, au contraire, convergé pour demander que l'Europe et l'Etat soutiennent l'agriculture.

« Je suis agriculteur, retraité depuis le 1^{er} janvier [2020]. J'ai eu une vie syndicale, des engagements professionnels pendant trente ans, mais j'ai beaucoup souffert du corporatisme paysan. Je voudrais remercier tous

les citoyens qui sont venus ce soir, car la PAC n'est pas qu'une histoire d'agriculture et d'agriculteurs. » (Retraité agricole, participant au débat de terrain à Châlons-en-Champagne)

Malgré des points de vue très différents, voire opposés, des nombreux participants (agriculteurs, syndicats agricoles, associations, acteurs de l'agro-alimentaires, étudiants, grands publics), plusieurs **sujets de convergence** ont été identifiés pendant le débat :

- 1) définir le statut d'agriculteur pour mieux organiser le système des subventions ;
- 2) mettre en place des standards (environnementaux et sanitaires) homogènes applicables au moins à l'échelle européenne pour éviter les distorsions de concurrence et pour accélérer le rythme des transitions ;
- 3) garantir une souveraineté alimentaire à la France et promouvoir un rôle accru des collectivités et des acteurs territoriaux et locaux dans cette démarche ;
- 4) favoriser l'approche locale et territoriale valorisant la production, la distribution et la consommation de produits locaux. L'attention aux territoires, à leurs spécificités et leurs potentialités a été également considérée comme une réponse aux défis de différente nature qui se posent à l'agriculture (souveraineté alimentaire, transitions-agro-écologiques, subventions ciblées selon les particularités pédoclimatiques des territoires etc.)
- 5) Répondre avec urgence au défi de la relève agricole (d'ici 10ans environ la moitié des chefs d'exploitations seront à la retraite). Les participants ont insisté sur la nécessité de considérer la relève agricole comme une opportunité pour améliorer l'attractivité du métier et mettre en place les transitions. L'installation, la formation et la transmission sont les trois priorités identifiées par les participants pour répondre à ce défi.

Transition écologique, territorialisation/proximité, souveraineté : les trois idées fortes du débat

La société souhaite que la transition écologique de l'agriculture s'accélère. Ce message, s'il peut susciter des controverses parmi les parties prenantes sur le rythme souhaitable de la transition, est un objectif partagé, perçu comme une exigence afin de garantir la souveraineté de la France. Les participants considèrent qu'il y a urgence à s'adapter aux inévitables changements climatiques.

La reprise du débat public à la suite du premier confinement a été marquée par une forte progression de la question de « souveraineté » dans le débat public.

Cette souveraineté exige, selon les participants, une agriculture de proximité plus locale, plus territorialisée. Le « local » est un point de convergence très fort entre les participants.

Le débat a aussi permis de mettre à jour les éléments de **controverses et de tensions majeurs** concernant le Plan stratégique national et plus généralement la politique agricole. L'aide à l'actif, l'usage des produits phytosanitaires, la place du Bio, la qualité du conventionnel, le stockage de l'eau, l'ambition de l'écho régime à adopter dans le cadre de la réforme de la PAC, le plafonnement des aides, sont autant de sujets qui font l'objet de désaccord et par rapport auxquels le débat permet d'éclairer le décideur quant aux arguments des uns et des autres.

C'est le rôle et la particularité d'un débat public de la CNDP : éclairer les décideurs sur les convergences et sur les divergences pour produire des décisions de meilleure qualité.

Une attente forte de positionnements clairs et éclairés a d'ailleurs émergé du débat :

« J'aimerais tout de même dire qu'il va falloir à un moment donné que l'on dise aux producteurs quelles sont les priorités : le sanitaire, l'environnement, le bien-être animal, le bien-être des éleveurs. Parce qu'aujourd'hui, nous voyons bien que, lorsque l'on parle d'environnement, de gaz à effet de serre, on sait bien qu'avec des animaux sur litière, on gère beaucoup moins les gaz à effet de serre. Si l'on veut avoir moins de transports, on est obligé de concentrer l'élevage. À un moment donné, il faut vraiment – et ces débats sont intéressants, parce que je pense que tout le monde peut apporter son avis sur la chose – que l'on se mette d'accord sur quelles sont les priorités. Parce qu'aujourd'hui, beaucoup de producteurs bretons ne savent plus s'ils doivent faire un bâtiment sur paille, sur caillebotis. Parce que d'un côté, on veut améliorer l'environnement, et sur les gaz à effet de serre, c'est plutôt les caillebotis qu'il faut mettre. Si l'on est un peu moins carbone, effectivement, on met nos animaux sur la litière. Il y a vraiment des enjeux pour les éleveurs à savoir ce que la société veut et ce qu'elle est prête à payer. » (Représentant syndical, participant au débat de terrain à Saint-Brieuc).

Au-delà des controverses, la commission a fait le choix de permettre au public de débattre aussi de sujets hors PSN qui lui tenaient à cœur comme par exemple, la gestion du foncier agricole, la souveraineté alimentaire, les parcours de formation et leur contenu. Malgré les réticences des services de l'Etat quant à l'élargissement du débat au-delà du PSN, ce choix s'est révélé approprié : cela a non seulement satisfait le public de pouvoir débattre de ce qu'il souhaitait, mais cela a aussi permis au ministère de disposer d'un certain nombre de propositions qui concerne la politique agricole dans sa globalité.

Un enseignement majeur : la nécessité de se parler autrement

Un des résultats majeurs de ce débat a été le besoin d'ouverture de nouveaux espaces de concertation dans le domaine agricole, capables de créer de nouvelles relations, de renouveler la confiance de tous les acteurs et de mieux intégrer et éclairer la société.

« Je suis ravie des débats parce qu'on a tout de même très bien échangé, même en petit groupe. L'intérêt est que chacun a pu s'exprimer dans la compréhension des uns et des autres, et ceci est parfait.... On a des opérations portes ouvertes dans nos exploitations agricoles. Je vous invite tous à surveiller dans les mois à venir parce que c'est plutôt au printemps qu'on le fera, venir sur nos exploitations quand il y a des portes ouvertes afin de continuer les échanges que l'on a eus aujourd'hui. En s'expliquant les uns avec les autres, en s'écoutant les uns et les autres, on arrive encore mieux à se comprendre ». (Exploitante agricole, participante au débat de terrain à Châlons-en-Champagne)

Une réponse très attendue de la part des pouvoirs publics

Le débat a produit 1083 propositions et idées issues des débats de terrains, de la plateforme, des débats auto-organisés par les participants, par l'Assemblée citoyenne pour l'agriculture, des cahiers d'acteurs. Une richesse de propositions par rapport à laquelle le gouvernement est appelé à répondre d'ici le 7 avril, des réponses très attendues par les parties prenantes et par tous les participants à ce débat.

En attendant ce retour, la commission organisera deux rencontres publiques destinées à faire connaître et à présenter le contenu détaillé du compte-rendu et du bilan qu'elle a remis au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

« Aujourd'hui, on peut ressortir avec de belles propositions de cette consultation, mais à la fin si elles sont balayées, cela tourne toujours de la même façon.... Veut-on arriver à une coexistence des modèles ? Veut-on arriver à un consensus mou ? Des choix seront-ils vraiment faits ? Ce sont des questions qui sont, je pense, importantes. » (Citoyen non agriculteur, participant au débat de terrain de Châlons-en-Champagne).

Télécharger :

- > [Le dossier de presse du débat](#)
- > [Le communiqué de presse relatif au compte-rendu d'étape remis au ministère de l'Agriculture et de l'alimentation le 19 juin](#)
- > [Le contrat social sur l'Agriculture issu de l'Assemblée citoyenne sur l'Agriculture](#)

www.facebook.com/DebatImPACtons

impactons.debatpublic.fr

twitter.com/DebatImPACtons

Relations Presse :

Sabine Rozier-Deroche | Taola consultants Tél : 06 42 66 45 24 srd@taolaconsultants.com